



**Interview : Francis Wurtz,
Président du groupe parlementaire européen
de la gauche unifiée**

***European Youth Medias Days*
Jour 2 - jeudi 28 juin 2007**

Association Jets d'encre

→ Où en est l'Europe aujourd'hui ?

Je pense qu'il y a une crise de confiance dans beaucoup de pays, entre les citoyens et les institutions européennes. Il faut être conscient qu'on ne peut pas réussir une œuvre aussi importante que la construction d'un ensemble de 27 pays - demain de 30 pays - sans les citoyens, ou dans l'indifférence des citoyens. Résoudre cette crise devrait être la priorité des priorités, or je constate que le Conseil européen, qui vient de se réunir et a adopté une ligne très très précise pour le futur traité, a laissé de côté ce problème qui était pourtant au cœur de la contestation de l'ancien projet de traité constitutionnel. Le principal reproche que je fais aux dirigeants européens est qu'ils manquent d'esprit critique par rapport aux dysfonctionnements de l'Union Européenne. On ne peut pas penser qu'au marché : je pense que la priorité ce sont les citoyens, ce sont nos opinions publiques. Cela veut dire diffuser de l'information et non pas de la propagande ; organiser la confrontation d'idées et pas la pensée unique ; accepter la remise en cause si c'est la volonté prioritaire des citoyens.

→ Ce manque de confiance des citoyens européens envers les institutions européennes est-il dû aux médias ?

Je ne pense pas. Les médias transmettent des réalités. La responsabilité appartient aux dirigeants européens. Le fait qu'il y a aujourd'hui une extraordinaire demande de régulation par rapport aux forces du marché, qui prennent des proportions considérables avec la mondialisation, et qu'ils n'y ont pas répondu, du moins pas correctement. C'est la responsabilité des dirigeants qui prônent le laisser-faire là où nos peuples demandent protection et esprit de responsabilité, c'est-à-dire la primauté du politique au bon sens du terme, sur les marchés.

→ Que pensez-vous du projet de traité allégé proposé par le Président français Nicolas Sarkozy ?

Je suis contre ! Parce que c'est une tromperie à mes yeux. Mini-traité, ou traité simplifié voulait dire qu'on ne traite pas de ce qui a fait problème il y a deux ans, en pratiquant la reproduction tacite des traités actuels et en ne donnant un coup de projecteur que sur quelques mesures institutionnelles, certes importantes, mais qui ne changent pas l'orientation fondamentale et les structures de l'Union Européenne.

→ Et que pensez-vous de la volonté de Nicolas Sarkozy de ne pas le proposer au peuple français par référendum ?

C'est évidemment pour justifier le refus du référendum qu'il parle de traité simplifié. Je pense que c'est un formidable déni de démocratie.

→ Jean Quatremer, correspondant de *Libération*, parlait hier du retrait éventuel du Royaume-Uni des institutions de l'Union Européenne. Quelle est votre position ?

Je condamne évidemment l'attitude de la Grande Bretagne. Tony Blair ou Gordon Brown ne défendent pas un intérêt national. Ils défendent une vision très antisociale aussi bien de la Grande Bretagne que de l'Europe. J'ai organisé en Grande Bretagne, avec mon groupe parlementaire, deux consultations des organisations syndicales, des intellectuels, de représentants de la société civile ou du milieu associatif qui ne sont pas du tout d'accord avec cette orientation. On ne peut donc pas parler d'une position « britannique » mais une position du gouvernement britannique actuel. Je pense que le problème de fond dépasse la Grande Bretagne : c'est qu'il faudrait mettre au premier plan le projet que l'on veut atteindre, c'est-à-dire d'abord se demander qu'est-ce que l'on souhaite réaliser ensemble, et ensuite quels sont les pays qui souhaitent se mettre ensemble et quelles règles ils se donnent pour atteindre leur objectif.

Je pense qu'à l'avenir il faudra vraisemblablement une Europe non pas à plusieurs vitesses - je n'aime pas cette expression - mais « à géométrie variable ». C'est à dire des pays qui souhaitent non pas aller plus vite, car il n'y a pas une seule direction, mais réaliser un projet par exemple d'une Europe plus sociale, plus démocratique, plus active dans le mode. Des pays qui se mettent ensemble et donc ne quittent pas l'Union mais pèsent de leur poids en faveur de leur projet commun sans se laisser paralyser par l'absence de volonté d'un certain nombre d'autres. Je pense que ça donnera envie à certains peuples pour faire pression sur leurs gouvernements pour qu'ils aillent dans le même sens.

→ Une dernière question : que pensez-vous de ces trois journées européennes des médias jeunes ?

C'est une formidable initiative. Nous souffrons au Parlement européen de la difficulté d'atteindre les citoyens, ne serait-ce physiquement parce que nous nous déplaçons perpétuellement. Pour ma part, j'essaye d'organiser de nombreux débats, mais c'est une goutte d'eau dans l'océan : nous avons un besoin vital des médias. Pas pour véhiculer des petites phrases ou de petites polémiques, mais pour donner à voir aux citoyens et aux citoyennes les vrais enjeux européens, leur montrer le lien direct avec leur vie quotidienne, avec l'avenir auquel ils aspirent. C'est ça que j'attends des médias. Evidemment chaque média est libre de l'exprimer de la façon qu'il l'entend, mais si possible avec le plus possible d'esprit critique, pluraliste et de confrontation d'idées.

Entretien réalisé par Jean Massiet